

Bonnets rouges, un chèque en blanc à la pollution ?

Au-delà de ces contradictions, nos associations s'inquiètent des revendications formulées par les représentants de ce mouvement. Il n'est question que de supprimer les normes dans tous les domaines, de faire de la Bretagne une zone franche pour relancer l'activité économique.

La "libération des énergies" permettrait ainsi d'accélérer la course au volume dans la production de cheptel de basse qualité. Or, c'est bien cette course folle que nos associations veulent arrêter parce qu'elle aggravera encore la pollution et la dégradation des conditions de travail, en s'alignant sur le moins-disant social et environnemental des pays émergents concurrents.

Il ne peut donc exister la moindre ambiguïté : nos associations sont résolument opposées à ce type de revendications. Elles mettent en garde toutes celles et tous ceux qui de bonne foi penseraient y trouver la réponse à la crise actuelle. La Bretagne n'est pas malade de normes que lui imposerait Paris, mais plutôt de la violation régulière des lois de la République. Qui protégera le faible des abus du fort si la loi est défaillante ? Voilà pourquoi nos associations n'ont jamais cessé de réclamer l'application de la loi sur les installations classées qui protège tous les citoyens contre la pollution des sols et de l'eau, loi tant et tant de fois bafouée, y compris par les préfets qui sont censés la mettre en oeuvre. Ce dont l'agroalimentaire breton a besoin, ce n'est pas de produire encore plus, mais de produire mieux. Que la Bretagne devienne un label de qualité plutôt qu'une référence en pollution. Et pour cela, il faut des normes de qualité, dont l'application est assurée par les représentants de la loi. L'économie y gagnera de la valeur ajoutée. Les salariés y gagneront de meilleures conditions de

travail et de meilleurs salaires. Tous les Bretons y gagneront une eau pure, des plages sans marées vertes et algues bleues, un environnement sain.

Cette Bretagne que nous promettent les bonnets rouges n'est pas la nôtre. Les associations environnementales veulent tirer vers le haut notre région. Oui à une régionalisation démocratique, qui préserve les biens publics que sont l'eau, l'air, la terre, l'environnement.

Non à une régionalisation qui ne sache pas en tirer collectivement profit et qui les sacrifie au profit de quelques uns. Ce n'est qu'à ces conditions que chacun en Bretagne pourra vivre et travailler dignement, décider démocratiquement, et permettre aux générations futures d'en faire autant.

Coordination Verte et Bleue (Sauvegarde du Trégor, Baie de Dournenez Environnement, Sous le Vent les Pieds sur Terre, Sauvegarde du Penthièvre, AE2D) et Côtes d'Armor Nature Environnement (Fédération 22 des associations environnementales).